

**Le renouveau syndical en Argentine :
la Centrale des travailleurs de l'Argentine et
les mouvements sociaux**

CHAIRE NYCOLE TURMEL SUR LES ESPACES PUBLICS ET LES
INNOVATIONS SOCIALES

PAR
ETIENNE DAVID-BELLEMARE

MARS 2011

Introduction

Dès le début des années 1980, l'Argentine n'a pas échappée à la vague de libéralisation des marchés, de privatisations des sociétés d'État, de coupures dans les services publics et de mondialisation des échanges impulsée par le consensus de Washington. Prétextant la nécessité impérative du paiement de la dette extérieure, les grandes institutions financières internationales sous la coupe des gouvernements aux allégeances néolibérales et des firmes multinationales, ont imposé une série de prérogatives qui allait devenir le *motus vivendi* d'une nouvelle forme de gestion des États. Cette « bonne gouvernance » devait se traduire concrètement par la réduction des dépenses publiques et le développement économique à travers l'assouplissement des législations économiques nationales et internationales. En ce qui à trait au monde du travail, la réduction des facteurs pouvant contraindre la « création de richesse » (i.e. les luttes syndicales et sociales) devenait également nécessaire afin de ne pas entraver les mécanismes d'accumulation du capital à l'échelle internationale. C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'émergence d'un renouveau syndical en Argentine.

Au tournant des années 1990, la situation continuera de s'envenimer. L'ex-président Carlos Menem, péroniste notoire et fidèle exécutant des directives du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale, mettra en place une série de mesures économiques qui auront un effet drastique sur les conditions d'existence des travailleurs et travailleuses de l'Argentine. Entre 1991 et 2004, en raison de l'hyperinflation, le travailleur ou la travailleuse a perdu en moyenne 105,83 fois le pouvoir d'achat qu'il ou elle détenait 13 années plus tôt¹. Qui plus est, de 1994 à 1997, le taux de chômage est passé de 13,1% à 17,1%, alors que l'indice de l'économie informelle (travail au noir) est passé de 17,8% à 23%². Dans la foulée des coupures de postes dans l'administration publique, toujours entre 1994 et 1997, le pourcentage d'emplois dans le secteur formel a chuté

¹ Ortolani Saavedra, Luis, *Argentine : nécessaire renaissance du mouvement ouvrier*, [sur internet] <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1175>, 16 avril 2004.

² del Pont, Mercedes Marco, Valle, Hector W., *Chômage et précarisation du travail en Argentine*, Tiers-Monde, 1998, tome 39, n°154, p.456.

considérablement de 42,3% à 28,4%³. Plus près de nous en 2006, le pourcentage de travailleurs au noir, informels ou précarisés atteignait 44,3%⁴.

Intimement lié aux difficultés rencontrées par les syndicats traditionnels dans leur tentative d'infléchir la nouvelle conjoncture socioéconomique, de nouvelles perspectives sont apparues au sein du mouvement ouvrier argentin. En effet, il appert que la Confédération générale du travail d'Argentine (CGT, centrale péroniste majoritaire présente depuis 1930), inscrite dans une tradition de collaboration étroite avec le Parti justicialiste fondé par Juan Perón⁵, n'a pas su développer une opposition efficace et porteuse d'un rapport de force tangible face aux nouvelles mesures néolibérales. En regard de ce constat, l'insatisfaction s'installa dans une partie des rangs de la CGT, menant à une scission interne et progressivement à la désaffiliation, entre autres, des puissants syndicats de la fonction publique et de l'enseignement qui créeront dans les années 1990 la Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA).

En définitive, l'ensemble de la classe travailleuse de l'Argentine a affronté une importante crise sociale et économique, favorisant la recherche de nouveaux moyens de défendre ses intérêts dans un contexte d'appauvrissement majeur et de précarisation généralisée. Puisque les politiques néolibérales s'attaquaient autant à l'emploi, aux services publics qu'au système de retraite, le mouvement syndical dû se renouveler dans le but de faire converger les différents fronts de lutte. Nous verrons dans les pages qui suivent de quelle façon la CTA a tenté d'innover, en regroupant plusieurs secteurs de la société porteurs d'une pluralité de revendications. Nous aborderons également la capacité d'action collective développée par la CTA en regard des luttes sociales et économiques soutenues et pilotées par ce nouveau front social et syndical.

³ Idem.

⁴ Entretien avec Maristella Svampa, *Argentin : le retour à la normale*, MOUVEMENTS, 47/48, septembre-décembre 2006.

⁵ Juan Perón est un militaire de profession et ex-président de la République d'Argentine de 1946 à 1955 et de 1973 à 1974. L'idéologie qui le caractérisa, le « péronisme », repose sur trois principes fondamentaux : le nationalisme, le populisme et le maintien d'une relation étroite avec le mouvement syndical.

Origines de la CTA

La CTA est née du désir d'une certaine frange du mouvement syndical de renouveler le discours politique ambiant et d'adapter les pratiques syndicales à la réalité contemporaine. En effet, comme le mentionne Maristella Svampa, professeure de l'Université nationale de La Plata et observatrice de longue date du mouvement syndical argentin : « la stratégie la plus innovatrice de la CTA consista dans l'élargissement des formes de représentation, à partir de la construction multisectorielle et de l'inclusion d'autres zones de la classe travailleuse touchés par le modèle économique, comme les chômeurs.⁶ » Sur le plan discursif, la nouvelle centrale avait à l'esprit de revoir une certaine définition de la classe ouvrière utilisée historiquement par les grandes organisations syndicales. En intégrant les sans-emplois, les travailleurs et travailleuses de l'économie informelle ou encore ceux et celles œuvrant dans les secteurs atypiques, la CTA a reconceptualisé son approche en vue de la rendre plus large et inclusive. Qui plus est, l'implication des mouvements sociaux dans la CTA l'amena à développer une approche revisitée de son champ d'intervention, en adoptant une forme organisationnelle unificatrice qualifiée par plusieurs de « mouvementiste »⁷.

Cette démarche originale s'inscrivait dans un élan de contestation envers la CGT qui avait jusqu'à alors dominée le paysage syndical et politique argentin. Mais il y avait également, au cœur de ce processus, une volonté plus profonde de revoir l'approche du mouvement syndical envers les mouvements sociaux et de construire l'autonomie de la classe ouvrière face aux partis politiques et à l'État. Sur ces bases, en 1991, une première rencontre des organisations syndicales dissidentes fut organisée dans la ville de Burzaco, où se sont réunis essentiellement des syndicats du secteur public, mais également certains du secteur privé dont des syndicats de métallurgistes et des entreprises pneumatiques.

⁶ Svampa, Maristella, *Los avatares del sindicalismo argentino*, [sur internet] <http://www.maristellasvampa.net/archivos/period17.pdf>, janvier 2007, p.5.

⁷ Palomino, Hector, *Los sindicatos y los movimientos sociales emergentes del colpaso neoliberal en Argentina en Sindicatos y nuevos movimientos sociales en America latina*, Coleccion Grupos de Trabajo CLACSO, Buenos Aires, Argentina, 2005, p.29.

L'esprit dans lequel s'étaient engagés les participants reposait sur quatre principes fondamentaux : l'autonomie syndicale, la démocratie syndicale, l'ouverture à d'autres organisations sociales et l'éthique interne⁸. De cette initiative naîtra en 1992 le Congrès des travailleurs de l'Argentine (précurseur de la CTA), qui organisera l'année suivante une grande marche inscrite dans la « campagne d'un million de signatures » contre la privatisation du système des retraites. Enfin, après plusieurs rencontres organisationnelles, la CTA se constitue officiellement comme une nouvelle centrale syndicale en 1996⁹.

Se différenciant des centrales syndicales traditionnelles, cette conception de l'action syndicale comprise à travers le prisme d'un « mouvement » se distingue par son caractère à la fois pluraliste et holistique. En conséquence, à contre-courant d'un certain corporatisme syndical qui priorise la défense des intérêts immédiats et exclusifs de « ces membres », l'idée du « mouvement » se concrétise par la mise en application d'un agenda sociopolitique diversifié et ce dans une optique de changements sociétaux. À ce titre, nous pouvons lire dans les Statuts de la CTA, à l'article 2 qui traite du champ d'action de la Centrale : « Pourront adhérer à la CTA les syndicats de premier grade, les unions, associations ou fédérations de travailleurs, les coopératives populaires et les associations civiles qui acceptent les principes, buts et fondements [de la CTA]¹⁰. »

Composition interne de la CTA : les syndicats et les organisations sociales affiliés

La CTA revendique 1 400 000 membres. Elle est composée de plus de 240 organisations syndicales, sociales et populaires qui vont de l'imposante « Association des travailleurs de l'État » au comité de quartier pour la défense d'un logement digne. Elle regroupe entre autre des travailleurs et travailleuses de

⁸ Rencontre d'organisations et de dirigeants syndicaux réunis dans la ville de Burzaco, *Débat pour l'organisation des travailleurs*, [sur internet] <http://www.cta.org.ar/institucional/historia.shtml>, 17 décembre 1991, p.2.

⁹ Pour une brève chronologie de l'histoire de la CTA allant de 1991 à 2000, voir le site internet de la Centrale : <http://www.cta.org.ar/institucional/historia.shtml>

¹⁰ Statuts de la CTA, Article 2, [sur internet] <http://www.cta.org.ar/institucional/historia.shtml>

l'aéronautique, des journalistes, des fonctionnaires de la justice, des métallurgistes et des employé-e-s de la santé et de l'éducation. En font également partie un mouvement indigéniste, une union paysanne, des coopératives de travail autogérés, un mouvement de défense de l'hôpital public, des groupes de défense des retraité-e-s et des immigrant-e-s, des groupes féministes et même un syndicat des « travailleuses du sexe ». Il existe à ce jour quatre fédérations au sein de la Centrale; celle de l'énergie, de l'industrie, de la santé et enfin, de la terre et du logement. Les autres mouvements sociaux ainsi que certains syndicats sont actuellement en discussion afin de définir une forme organisationnelle qui leur conviendrait. En définitive, le pluralisme de la CTA est indéniable et constitue un phénomène complètement nouveau dans l'univers du syndicalisme argentin.

Sans entrer dans les détails concernant les mécanismes de gestion démocratique de la Centrale¹¹, il faut souligner toutefois qu'une de ces particularités repose sur la formule de l'affiliation individuelle et du vote direct. Chaque travailleur ou travailleuse affine de manière directe à la centrale, en passant ou non par son syndicat local. Cette mesure a pour but de permettre une plus grande participation de tous les secteurs de la société à la construction de la CTA, tout en démocratisant le processus électoral en son sein. Dans cette optique, le vote direct permet à tous les affiliés de se prononcer sur les candidat-e-s qui se présentent sur des postes électifs autant au niveau local, régional que national.

La nécessité de développer une interface avec les mouvements sociaux

Comme nous l'avons vu, la crise économique qui a secoué l'Argentine à travers l'imposition du modèle néolibéral est le point de départ de la réflexion de plusieurs militants syndicaux, sociaux et politiques. Devant l'effondrement institutionnel d'un certain « État providence », généré par des années de politiques économiques hostiles aux intérêts de la classe travailleuse, plusieurs acteurs au sein du mouvement syndical et des organisations populaires ont opté pour une stratégie de lutte différente. En effet, ils ont cessé de se tourner vers les solutions traditionnelles qui consistaient à interpeller les partis politiques et à tenter

¹¹ Pour plus d'informations sur les organes décisionnels et la démocratie interne, voir les Statuts de la CTA : <http://www.cta.org.ar/institucional/historia.shtml>

d'influencer l'appareil d'État, en optant plutôt pour la construction de l'autonomie à travers l'auto-organisation et la création de contre-pouvoir. Cette nouvelle pratique de l'action collective se proposait de répondre aux besoins de subsistances matérielles d'une population paupérisée, tout en développant de nouvelles solidarités dans le but d'établir un rapport de force face au gouvernement et au patronat.

Il faut se souvenir que lors des mobilisations massives de décembre 2001, le principal slogan que scandaient les manifestants au sujet des politiciens était : « qu'ils s'en aillent tous ». En conséquence, c'est dans cet esprit de rupture avec l'élite politique que les liens se sont renforcés entre diverses organisations au cœur de la société civile. De manière générale, ce qui était à l'ordre du jour s'inscrivait dans le rejet d'un modèle économique dominé par une minorité de possédants et ce au détriment d'une majorité de dépossédés. En agglutinant une panoplie d'organisations représentatives de tous les secteurs, cette vague sociale se donnait comme objectif de bâtir un nouveau projet de société pour l'Argentine. Or, pour la CTA, le principal défi consistait à former un large front social et syndical capable de s'opposer aux restrictions budgétaires du gouvernement, tout en proposant une voie alternative de développement socioéconomique.

Pour ce faire, la coordination entre les organisations devait devenir le fer de lance d'une stratégie de construction d'une masse critique capable de transformer radicalement la société argentine. Comme l'explique un syndicaliste de l'ATE-CTA, « toute stratégie syndicale qui reproduit dans son développement la fragmentation présente à l'intérieur du mouvement ouvrier et des secteurs populaires (en emplois vs sans-emplois, travailleurs publics vs privés, etc.) est condamné au désastre. Toute action syndicale qui priorise les revendications partielles et pratique le corporatisme se transforme en instrument de la stratégie des secteurs dominants.¹² » Dans cette perspective, nous comprenons mieux pourquoi la CTA a tant insistée sur la formation d'une Centrale ouverte et unitaire qui regroupe les diverses revendications et aspirations de la vaste gamme des

¹² Duhalde, Santiago, *Surgimiento de un nuevo modelo de sindicalismo en la Argentina : sus principales características*, Revista electronica de la casa argentina en Paris, [sur internet] <http://ensemble.educ.ar/?p=927>, 2008, p.6.

mouvements sociaux. Comme le soutient Hector Palomino, « cette recherche d'articulation réciproque peut être interprétée comme une tentative de transcender les identités de résistance vers un projet de changement social plus global¹³. »

Les gains remportés par ce nouveau front social et syndical

La CTA a été impliqué indirectement dans la vague de récupérations d'entreprises qui a frappé le pays suite à la crise de 2001. De manière schématique, le processus de récupérations d'entreprises fut initialement mis en place afin de permettre aux travailleurs et travailleuses de conserver leur emploi en développant une coopérative de travail souvent sous l'égide de l'autogestion (sans chefs et sans patrons)¹⁴. Lorsque des propriétaires décidaient de fermer une usine, les travailleurs et travailleuses s'organisaient pour occuper l'entreprise, résister aux menaces d'expulsion et enfin, redémarrer la production. La CTA joua un rôle de soutien à ses initiatives, fournissant des conseils légaux, de la nourriture, du matériel et surtout, en offrant une solidarité politique pouvant mener, par exemple, à l'organisation des manifestations d'appui contre l'expulsion par les forces policières.

Un peu plus de dix ans après la création de ces nouvelles initiatives, le bilan qu'en ont fait les travailleurs et travailleuses et les militant-e-s impliqué-e-s demeure mitigé. En effet, sur le plan quantitatif, ce phénomène ne touche qu'une mince partie de la classe travailleuse (plus ou moins 8 000 personnes) et répond en grande partie à des besoins bien réels accompagnés d'une attitude souvent pragmatique. Toutefois, sur le plan du rapport de force entre les travailleurs et travailleuses et les patrons, il semble qu'il y ait une percée significative en faveur des premiers. Palomino l'explique ainsi : « le pouvoir disciplinaire qui suppose la menace de fermeture d'une unité productive de la part du propriétaire peut être actuellement neutralisé par la possibilité de continuer la production à travers

¹³ Palomino, Hector, *Los sindicatos y los movimientos sociales emergentes del colpaso neoliberal en Argentina en Sindicatos y nuevos movimientos sociales en America latina*, Coleccion Grupos de Trabajo CLACSO, Buenos Aires, Argentina, 2005, p.25.

¹⁴ Pour un résumé du mouvement des travailleurs d'entreprises récupérées, lire : Palomino, Hector, *Los sindicatos y los movimientos sociales emergentes del colpaso neoliberal en Argentina en Sindicatos y nuevos movimientos sociales en America latina*, Coleccion Grupos de Trabajo CLACSO, Buenos Aires, Argentina, 2005, pp.27-52.

l'autogestion des travailleurs.¹⁵ » Ainsi, la capacité d'action de la CTA s'est trouvée renforcée par ce moyen de pression qui oblige la classe patronale à prendre en considération cette nouvelle possibilité.

Sur le plan des gains concrets, en mai 2004, un peu plus d'un an après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement Kirchner, la CTA fut active sur la question des retraites et du rattrapage salarial causé par les mesures d'hostilités. En effet, pendant une grève convoquée par l'ATE et soutenu par la CTA qui menaçait de déclencher une mobilisation générale, Kirchner dû faire quelques concessions. Sur le plan des retraites, 185 millions de dollars furent distribué à 1.7 millions de retraités dans la frange la plus pauvre et 35 millions de dollars furent accordé aux employé-e-s de l'État¹⁶.

En définitive, l'aspect le plus marquant des nouvelles organisations sociales, incluant la CTA, consiste dans la transformation de l'imaginaire sociale et politique. Le passé péroniste de régulation des relations entre le gouvernement et les acteurs sociaux, bien que toujours présent, a été questionné de toute part. Bien que la CTA et les mouvements sociaux aient pu faire certaines avancées en ce qui à trait au support gouvernemental envers les travailleurs sans-emplois, sur le plan des droits humains ou encore de l'aide aux plus démunis, ce serait plutôt sur le plan de la conscience politique qu'il conviendrait d'analyser l'apport substantiel des récentes luttes sociales et politiques. Comme le rapporte Palomino, « l'impact social de ces mouvements provient davantage du questionnement et de la transformation des valeurs et des institutions en place et de la réalisation d'actions symboliques avec des répercussions dans les grands médias de communication.¹⁷ »

¹⁵ Palomino, Hector, Los sindicatos y los movimientos sociales emergentes del colpaso neoliberal en Argentina en Sindicatos y nuevos movimientos sociales en America latina, Coleccion Grupos de Trabajo CLACSO, Buenos Aires, Argentina, 2005, p.25.

¹⁶ Petras, James, *Argentina : From popular rebellion to « normal capitalism »*, Avril 2004, [sur internet] <http://marxsite.com/petrasargentina.pdf>, p.27.

¹⁷ Palomino, Hector, op.cit, p.24.

Les élections de septembre 2010

Les élections générales qui se sont déroulées en septembre dernier à la CTA ont été organisées de manière à ce que tous les affiliés puissent voter. En effet, 6000 urnes ont été mises à la disposition des membres aux quatre coins du pays. Cette formule est fort différente de celle préconisée par la CGT (et par la plupart des grandes centrales syndicales) qui repose sur la délégation du droit de vote des membres entre les mains d'un représentant qui participe à un Congrès national.

Une démonstration supplémentaire de cette percée du renouveau syndical repose sur la présence d'un pluralisme politique au sein de la Centrale. En effet, cinq listes ont été présentées aux élections concernant le comité exécutif national, allant des trotskystes, en passant par les socialistes, les sociaux-démocrates, la tendance plus proche du gouvernement et les partisans de l'autonomie syndicale¹⁸. Cette situation nous permet d'apprécier la polarisation idéologique et le potentiel de débats dans la CTA, renforçant ainsi l'idée que l'émergence de ce nouvel acteur syndical est bel et bien un fait singulier dans l'histoire récente de l'Argentine.

Dans la course à la direction de la Centrale, Pablo Micheli, dirigeant de l'Association des travailleurs de l'État et prétendant au poste de secrétaire général de la CTA, dit avoir remporté les élections au terme d'un long débat judiciaire sur la validité de ces dernières. Micheli se présente comme un leader du courant anti-kirchnériste¹⁹ et affirme haut et fort la nécessité de redonner à la CTA une autonomie syndicale authentique. Hugo Yasky, son adversaire le plus imposant et plutôt favorable au gouvernement Kirchner, tentait d'être élu pour un second mandat et s'appuie sur une décision du ministère du travail qui prorogea son mandat en attendant des élections complémentaires. Les suites de cette saga politique et judiciaire seront certainement déterminantes pour l'avenir du

¹⁸ *Élections à la CTA* [sur internet] <http://www.cta.org.ar/base/article16085.html>

¹⁹ Le terme « kirchnerisme » est associé aux gouvernements menés entre 2003 et 2007 par le défunt président de la République d'Argentine Nestor Kirchner et ensuite par Cristina Fernandez de Kirchner, qui assure la présidence depuis le 10 décembre 2007. Se présentant comme une alternative aux précédents dirigeants qui ont engouffré le pays dans une crise financière monstrueuse, les « Kirchners » se définissent comme des péronistes de centre-gauche.

mouvement syndical argentin, puisqu'elles donneront certaines indications sur l'attitude que la CTA adoptera envers le patronat et l'État au cours des quatre prochaines années.

Conclusion et perspectives

À travers ce bref portrait du renouveau syndical en Argentine chez la CTA, elle apparaît comme un tournant qualitatif dans l'histoire du syndicalisme.

Néanmoins, certains paradoxes sont évidents, particulièrement en ce qui à trait au processus d'institutionnalisation en cours. La centrale tient notamment à garder son autonomie syndicale vis-à-vis du gouvernement mais d'un autre côté, elle travaille d'arrache pied afin d'être reconnue par ce dernier comme un acteur syndical incontournable. De cette manière, elle prétend pouvoir s'inscrire plus formellement dans l'espace public et politique, tout en obtenant progressivement un statut légal lui permettant de devenir une interlocutrice légitime auprès du gouvernement. Puisqu'à l'heure actuelle seule la CGT détient une personnalité juridique qui lui permet, entre autres, de s'impliquer dans les grandes négociations organisées par branche d'activité ou de gérer des œuvres sociales, les syndicalistes de la CTA jugent qu'ils ont droit au même traitement.

La place de la CGT dans le paysage syndical argentin serait également à mettre en perspective avec la construction progressive de la CTA. Nous pourrions ainsi analyser les éléments dynamiques qui nous permettent de saisir l'influence réciproque qu'ont ces deux grandes centrales l'une sur l'autre. À cet effet, comme l'indique Nadia Dallaire : « le désir de la CGT de conserver son pouvoir institutionnel et ses acquis, de continuer à s'inscrire dans la logique syndicale prévalant depuis Perón et d'éviter toute modification au système de régulation du syndicalisme laisse peu de place à l'adaptation du syndicalisme aux nouvelles réalités.²⁰ »

²⁰ Dallaire, Nadia, *Évolution du syndicalisme argentin à la lumière des changements sociétaux des années 90 et des fortes traditions syndicales*, Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, Université du Québec à Montréal, octobre 2009, p.158.

Enfin, un approfondissement du regard sur le renouveau syndical en Argentine nous amènerait plus précisément vers les thématiques suivantes : le rapport du mouvement syndical à l'État et aux partis politiques, la démocratie syndicale au sein des centrales et des sections locales, les stratégies de luttes et les méthodes d'actions préconisées ainsi que les débats entourant les orientations idéologiques adoptées par les différents acteurs syndicaux. Sur le plan international, nous pourrions évaluer le comportement stratégique et le rôle de la CTA au sein de la Confédération syndicale internationale, de la Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses d'Amérique ou encore, de la Coordination des centrales syndicales du Cône Sud.

Bibliographie

Articles :

Del Pont, Mercedes Marco, Valle, Hector W., *Chômage et précarisation du travail en Argentine*, Tiers-Monde, 1998, tome 39, n°154, pp.451-458.

Duhalde, Santiago, *Surgimiento de un nuevo modelo de sindicalismo en la Argentina : sus principales características*, Revista electrónica de la casa argentina en Paris, [sur internet] <http://ensemble.educ.ar/?p=927>, 2008, 10 pages.

Lucita, Eduardo, *Métro de Buenos Aires : une expérience syndicale inédite*, [sur internet] <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2489>, 26 avril 2009, 4 pages.

Ortolani Saavedra, Luis, *Argentine : nécessaire renaissance du mouvement ouvrier*, [sur internet] <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1175>, 16 avril 2004.

Palomino, Hector, *Los sindicatos y los movimientos sociales emergentes del colapso neoliberal en Argentina en Sindicatos y nuevos movimientos sociales en América latina*, Colección Grupos de Trabajo CLACSO, Buenos Aires, Argentina, 2005, p.19-52.

Petras, James, *Argentina : From popular rebellion to « normal capitalism »*, Avril 2004, [sur internet] <http://marxsite.com/petrasargentina.pdf>, 34 pages.

Svampa, Maristella, *Los avatares del sindicalismo argentino*, [sur internet] <http://www.maristellasvampa.net/archivos/period17.pdf>, janvier 2007, 7 pages.

Documents de la CTA :

Rencontre d'organisations et de dirigeants syndicaux réunis dans la ville de Burzaco, *Débat pour l'organisation des travailleurs*, [sur internet] <http://www.cta.org.ar/institucional/historia.shtml>, 17 décembre 1991, p.2.

Statuts de la CTA, [sur internet] <http://www.cta.org.ar/institucional/historia.shtml>

Mémoire de maîtrise :

Dallaire, Nadia, *Évolution du syndicalisme argentin à la lumière des changements sociétaux des années 90 et des fortes traditions syndicales*, Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, Université du Québec à Montréal, octobre 2009, 168 pages.

Internet :

Association nationale des travailleurs autogérés (branche « coopérativiste » de la CTA) : <http://www.cta.org.ar/base/rubrique77.html>

Agence de presse de la CTA: <http://www.agenciacta.org.ar/>

Centrale des travailleurs de l'Argentine (CTA) : <http://www.cta.org.ar/base/>

Fédération de la terre, du logement et de l'habitat (branche « piquetera » de la CTA) : <http://www.ftv.org.ar/>

Réseau d'information sur l'Amérique latine : <http://risal.collectifs.net>